Recherches Internationales

L’ONU, l’opinion mondiale et le désarmement depuis 1945

Chloé Maurel

Résumé

Depuis sa création en 1945, et suite au traumatisme de l’explosion des bombes atomiques à Hiroshima et Nagasaki, l’ONU et l’opinion mondiale ont poussé en faveur du désarmement. Le Plan Baruch (1946), l’Appel de Stockholm (1950), le Traité de non-prolifération (1968) et le récent Traité d’interdiction des armes nucléaires (2017) sont des étapes importantes qui ont marqué la communauté internationale. Pourtant, la mise en pratique effective du désarmement reste lente et très incomplète, en raison de la crise du multilatéralisme et de l’émergence de puissances agressives dans le monde multipolaire actuel. Le prix Nobel de la paix décerné à l’ICAN («Campagne internationale pour l’abolition des armes nucléaires») en 2017 apparaît de bon augure pour l’avenir. Le désarmement apparaît comme un impératif non seulement politique, mais aussi social, étant donné que 1 % des financements accordés à la recherche militaire dans le monde suffirait à nourrir de manière satisfaisante tous les habitants de la planète.

Citer ce document / Cite this document :

Maurel Chloé. L’ONU, l’opinion mondiale et le désarmement depuis 1945. In: Recherches Internationales, n°116, 2019. Course aux armements ou désarmement ? pp. 11-25;

doi : https://doi.org/10.3406/rint.2019.1714;

https://www.persee.fr/doc/rint_0294-3069_2019_num_116_1_1714;

Fichier pdf généré le 02/05/2024

L'ONU, L'OPINION MONDIALE ET LE DÉSARMEMENT DEPUIS 1945

Chloé Maurel *

En 1945, à la suite de l'explosion des deux bombes atomiques américaines à Hiroshima puis Nagasaki les 6 et 9 août, le désarmement devient une idée dans l'air du temps dans l'opinion mondiale. L'ONU, créée cette année-là, va alors se saisir de cet enjeu[1]. Comment l'opinion mondiale et l'ONU se sont-elles emparées de la question du désarmement et ont-elles fait avancer la situation en vue de cet objectif, depuis le plan Baruch (1946) jusqu'au récent Traité d'interdiction sur les armes nucléaires (2017), en passant par l'Appel de Stockholm (1950) et le Traité de non-prolifération (1968) ? Pourquoi y a-t-il eu, et y a-t-il toujours, des blocages persistants et quelles sont les perspectives actuelles pour œuvrer à libérer les sociétés humaines du fléau du surarmement ?

Un esprit pacifiste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale qui a fait plus de 50 millions de morts, du monde entier s'expriment des pressions pour contrôler les armes atomiques en vue de préserver la paix et de sauver l'humanité d'une destruction probable. C'est ainsi qu'émerge

* agrégée et docteure en histoire, chercheuse associée à l'IHMC (CNRS/ENS/université Paris 1).

[1] Cet article reprend et actualise le chapitre 4 du livre : Chloé Maurel, *Histoire des idées des Nations unies. L'ONU en 20 notions*, Paris, L'Harmattan, 2015 (p. 67-78).

le « Congrès des peuples pour la paix », de tendance communiste, organisé à partir de 1948, qui donne naissance au « Mouvement mondial des partisans de la paix », puis en 1949 au Conseil mondial de la paix (CMP). La colombe dessinée par Picasso symbolisera cette aspiration à la paix mondiale. C'est le CMP qui lance en 1950 l'Appel de Stockholm, manifeste et pétition contre l'arme atomique, rédigé par le président du CMP, le scientifique communiste français Frédéric Joliot Curie : ce texte réclame l'interdiction absolue de l'arme atomique et l'établissement d'un rigoureux contrôle international pour assurer l'application de cette interdiction.

La campagne de signatures de l'Appel de Stockholm se fait dans le contexte tendu de la guerre de Corée, qui a commencé le 25 juin 1950 et se soldera par plus d'un million de morts. La population mondiale est plongée dans une atmosphère de pré-troisième guerre mondiale. Les États-Unis ne tardent pas à être critiqués pour leur sanglante contre-attaque, effectuée en août-septembre 1950 sous l'égide de l'ONU, au terme de laquelle ils conquièrent quasiment toute la Corée du Nord. En 1951, le général américain Douglas MacArthur préconise même d'utiliser des bombes atomiques contre la Chine ; il est désavoué par le président Truman et limogé, mais son attitude confère aux États-Unis une image d'agressivité.

L'Appel de Stockholm se révèle un grand succès populaire : il recueille des millions de signatures. Des personnalités de différents pays le signent, comme l'écrivain allemand Thomas Mann ou le poète chilien Pablo Neruda. Le Conseil mondial de la paix fera beaucoup pour gagner les consciences à l'idée de paix et de désarmement et faire avancer cette cause au niveau mondial.

Une autre initiative en vue du désarmement venue de la société civile est le Manifeste Russell-Einstein, rédigé par le scientifique et philosophe britannique Bertrand Russell en 1954. Dans ce texte qui se veut au-dessus des deux blocs, Russell met en garde l'humanité contre les dangers des armes atomiques et nucléaires. Le manifeste est publié à Londres en juillet 1955, avec la signature de onze savants de grand renom, dont neuf Prix Nobel, parmi lesquels en particulier figure l'éminent scientifique Albert Einstein, qui l'a signé quelques jours avant sa mort en avril 1955.

Le Manifeste Russell-Einstein donne lieu à la création, deux ans plus tard en 1957, du Mouvement Pugwash, par Bertrand Russell et le scientifique Joseph Roblat, autre signataire du manifeste. Ce mouvement vise à rassembler des personnalités

pour mettre en garde l'opinion sur les dangers des conflits armés et des armes atomiques et nucléaires.

L'échec du plan Baruch (1946)

Mais c'est surtout de l'ONU que sont venues les actions les plus importantes pour contrôler l'arme atomique. Dès janvier 1946 est créée la Commission des Nations unies sur l'énergie atomique (UNAEC) « pour traiter des problèmes soulevés par la découverte de l'énergie atomique ». Cette commission est chargée de faire des propositions spécifiques pour étendre entre toutes les nations l'échange d'informations scientifiques à des fins pacifiques, pour contrôler l'énergie atomique, pour éliminer les armes atomiques, et pour assurer des inspections.

En juin 1946, le représentant des États-Unis à l'UNAEC, Bernard Baruch, homme d'affaires américain proche des Démocrates, qui avait accompagné le président Wilson à la conférence de la paix de Paris en 1919 et qui avait fait partie du *Brain Trust* du président Roosevelt pendant le *New Deal*, présente le plan Baruch : selon ce plan, les États-Unis, alors seul État à posséder des armes atomiques, détruiraient leur arsenal atomique à condition que l'ONU impose des contrôles sur le développement atomique dans le monde. Ces contrôles et inspections, qui ne seraient pas soumis au veto, assureraient que l'utilisation de l'énergie atomique se limite à des usages pacifiques. Des sanctions seraient prévues en cas de non-respect. Le plan Baruch prévoit aussi d'étendre à tous les États l'échange d'informations scientifiques sur l'atome à des fins pacifiques.

Le plan Baruch est adopté par l'UNAEC, en décembre 1946, mais l'URSS et la Pologne s'abstiennent. Or il faut l'unanimité pour que le plan soit adopté et que l'Autorité du développement atomique puisse être créée. L'URSS empêche cela, car elle considère que le plan aurait pour conséquence un monopole américain. Elle suggère aux États-Unis de supprimer ses propres armes nucléaires avant d'envisager un système de contrôles et d'inspections, ce que les États-Unis refusent.

L'échec du rapport Baruch constitue un élément important, voire décisif, dans le déclenchement de la guerre froide et dans la course aux armements nucléaires qui s'est ensuivie.

Suite à cet échec, l'UNAEC devient inactive en 1949, puis en 1952 elle est supprimée par l'Assemblée générale de l'ONU, étant

fusionnée avec la Commission sur les armements conventionnels qui avait été établie en 1947. Cette fusion conduit à la création de la Commission des Nations unies pour le désarmement (UNDC). Toutefois, cette nouvelle commission accomplira peu de chose dans les années 1950, à cause du désaccord persistant entre États-Unis et URSS. Malgré cet échec, les Nations unies continueront dans les années suivantes leur action en vue du désarmement.

Le discours « Des atomes pour la paix » (1953) et la création de l'AIEA (1957)

Les États-Unis, l'URSS, le Royaume-Uni, la France et le Canada s'engagent dans des discussions secrètes dans le cadre du sous-comité de l'ONU sur le désarmement, établi en 1954. Cela aboutit à la création de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en 1957, sous l'impulsion du président américain Dwight Eisenhower, qui en avait fait la proposition dès décembre 1953, quelques mois après la fin de la guerre de Corée.

Dans son important discours intitulé « Des atomes pour la paix » prononcé le 8 décembre 1953 à l'Assemblée générale de l'ONU, il suggère de coopérer au niveau international pour trouver des applications pacifiques à l'énergie nucléaire. Le discours d'Eisenhower met l'accent sur la responsabilité des États-Unis dans les questions nucléaires. Il se veut rassurant, disant : « mon pays veut être constructif, pas destructeur. Il veut un accord, et non pas des guerres, entre nations ». Il prône un accord de non-prolifération atomique au niveau mondial. Le président américain y affirme la volonté de rendre publique l'information sur le nucléaire. Il propose la création d'une Agence internationale de l'énergie atomique, sous l'égide de l'ONU, agence qui serait responsable du stockage de l'uranium.

L'ingéniosité du discours d'Eisenhower est d'entreprendre de transformer la perception que l'opinion publique a du domaine atomique comme quelque chose de destructeur (« *atoms for war* ») en quelque chose de constructif (« *atoms for peace* »). Mais Eisenhower n'a pas été entièrement cohérent, approuvant parallèlement un document de la National Security Agency (NSA) qui affirmait que seule une arme atomique massive pourrait contrer la violence de l'URSS. Au cours de son mandat, les armes atomiques américaines grimpent d'un total d'environ 1 000 à environ 20 000.

Ce discours d'Eisenhower faisait partie d'une campagne médiatique savamment orchestrée en direction de la population américaine, appelée « Opération franchise » (*Operation Candor*). Cette opération faisait partie de la propagande de guerre froide, Eisenhower destinait aussi ce discours à ses alliés d'Europe de l'Ouest. Eisenhower dit plus tard qu'il savait que les Soviétiques rejetteraient les propositions qu'il faisait dans son discours.

Suite au discours d'Eisenhower, les États-Unis lancent le programme « *Atoms for Peace* » qui fournit de l'équipement et des informations à des écoles, des hôpitaux et des institutions de recherche aux États-Unis et dans le monde. C'est dans le cadre de ce programme que seront construits les premiers réacteurs nucléaires en Iran et au Pakistan. Le discours « *Atoms for Peace* » a aussi permis aux États-Unis de poursuivre leur expansion nucléaire ; sous ce programme, les États-Unis ont exporté plus de 25 tonnes d'uranium enrichi vers 30 pays.

Devant le succès du discours « *Atoms for Peace* », les Nations unies s'engagent dans les années suivantes dans la voie de la promotion des usages pacifiques de l'énergie atomique : l'Assemblée générale de l'ONU adopte à l'unanimité en décembre 1954 une résolution en ce sens. En 1955, l'ONU organise une conférence internationale sur le thème des usages pacifiques de l'énergie atomique. Dans les années suivantes, l'ONU et l'Unesco publient plusieurs volumes sur les utilisations pacifiques de l'énergie atomique, par exemple dans l'agriculture et l'alimentation, la médecine, l'industrie[2].

Surtout, les Nations unies mettent en place l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Son statut est approuvé en 1956 par 81 pays. L'agence, dont le siège est à Vienne en Autriche, entre officiellement en fonction en 1957. L'AIEA dénonce l'usage militaire de l'énergie nucléaire et pronent par contre l'utilisation civile des centrales nucléaires. Son Son but est de favoriser l'utilisation de l'énergie nucléaire pour la production d'électricité dans tous les pays membres et de contrôler la sécurité.

Mais de 1957 à 1962, alors que l'ONU encourage au moyen de l'AIEA les utilisations pacifiques du nucléaire, avec notamment une seconde conférence sur ces usages pacifiques en 1958, les

[2] Ex : Gérald Wendt, *L'Énergie nucléaire et ses utilisations pacifiques*, Paris, Unesco, 1955.

rivalités entre États-Unis et URSS rendent rendent la mise en œuvre des activités de l'AIEA quasiment impossible. Il faut attendre la fin de la crise de Cuba en 1962 pour que les deux superpuissances s'acheminent vers la volonté de contrôler leurs armements nucléaires.

L'AIEA, dotée d'un secrétariat de 2 200 membres, accomplira environ 1 000 inspections par an. Elle fournit un rapport chaque année à l'Assemblée générale de l'ONU. Elle travaille dans trois domaines : vérifier que le matériel et les activités nucléaires ne sont pas utilisés pour des usages militaires ; protéger les populations et l'environnement des radiations ; développer et promouvoir les usages pacifiques de l'énergie nucléaire[3].

Suite aux chocs pétroliers de 1973 puis 1979, plusieurs pays envisagent d'utiliser le nucléaire pour leurs besoinsen énergie. L'AIEA voit donc son rôle accru, le nombre de ses contrôles augmente. Puis la catastrophe de Three Mile Island (États-Unis) en 1979 et surtout celle de Tchernobyl en 1986, mettent un coup d'arrêt à cette tendance. Après ces graves accidents, l'AIEA accroît ses efforts de contrôle de la sécurité nucléaire.

En 2005, l'AIEA et son directeur général, Mohamed El Baradei, reçoivent le Prix Nobel de la paix pour leurs efforts en vue de diminuer l'usage militaire de l'énergie atomique et en vue d'une utilisation pacifique de cette énergie.

Ces dernières années, l'action de l'AIEA est apparue de plus en plus nécessaire, étant donné les tentatives de certains États d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins autres que pacifiques, comme l'Iran (que l'AIEA a condamné en 2009, puis en 2012, ayant établi après plusieurs années d'enquête que ce pays avait œuvré à la construction d'une arme nucléaire), ou les accidents nucléaires, comme la catastrophe de Fukushima au Japon en 2011, à la suite de laquelle l'AIEA a organisé un plan d'action sur la sûreté nucléaire.

Le traité de non-prolifération (1968), un des traités les plus ratifiés au monde

Pendant la guerre froide, les pressions pour le désarmement ont émané des deux blocs. Mais chacun le faisait à sa manière : les Occidentaux réclamaient surtout une réduction des armements

[3] Cf. David Fischer, *History of the International Atomic Energy Agency : the First Forty Years*, Vienne, AIEA, 1997.

conventionnels (ce qui visait les Soviétiques, qui en avaient la suprématie) et les Soviétiques réclamaient surtout le désarmement nucléaire (ce qui visait les États-Unis, qui avaient la prééminence dans l'armement nucléaire). La France a proposé dès les années 1950 un plan de désarmement combinant les deux approches.

C'est aussi un pays du Sud qui a poussé l'ONU à poursuivre les efforts en vue de la non-prolifération : en 1954, l'Inde, par la voix de son Premier ministre Nehru, propose à l'Assemblée générale de l'ONU un arrêt total des tests nucléaires. Quelques années plus tard, les États-Unis poussent dans le même sens : en 1957, ils soumettent un plan en cinq points à l'Assemblée générale, proposant qu'il soit mis fin à la production et aux essais d'armes nucléaires.

En 1963, les États-Unis et l'URSS signent à Moscou un traité partiel d'interdiction des tests nucléaires (*Partial Test Ban Treaty*). Puis, à partir de 1966, l'ONU commence à exiger que la conquête de l'espace se fasse au bénéfice de toutes les nations, que l'espace ne soit pas approprié par quelques États et qu'il soit utilisé à des fins pacifiques. L'année suivante, en 1967, le Traité de Tlatelolco fait de l'Amérique latine une zone vierge de toute arme nucléaire. Puis, en 1968 est ratifié, sous l'impulsion de l'AIEA, le fameux traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ; il entre en vigueur en 1970. Les armes nucléaires, avec les armes biologiques et chimiques, sont classées parmi les armes de destruction massive. Le traité distingue les pays possédant l'arme nucléaire au moment de l'adoption du traité et les autres. « Les États non dotés d'armes nucléaires (ENDAN) conviennent de ne pas importer, fabriquer ni acquérir de quelque autre manière que ce soit des armes nucléaires ou d'autres dispositifs nucléaires explosifs. Les États dotés d'armes nucléaires (EDAN), quant à eux, doivent respecter l'obligation de ne pas transférer des armes nucléaires ou des dispositifs nucléaires explosifs aux ENDAN. »[4]

« Le TNP repose sur trois assises : la non-prolifération, le désarmement et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. [...] Tous les États parties sont tenus de mener, de bonne foi, des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire. Ils s'engagent également à conclure un traité sur le désarmement généralisé sous un contrôle international strict et efficace. [...] Tous

[4] Les informations de ce paragraphe et des quatre suivants, sur le TNP, sont tirées du site : <www.international.gc.ca>.

les États parties au traité s'engagent à procéder à un échange aussi large que possible d'équipements, de matières et de renseignements scientifiques et technologiques en vue des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. [...] Le TNP prône la coopération internationale pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, par exemple à des fins de diagnostics ou et traitements médicaux ou de production d'électricité.

L'AIEA est responsable de la bonne application de ce traité. Tous les pays parties au traité s'engagent à se soumettre aux inspections de l'AIEA. « Tous les cinq ans, les gouvernements signataires se rencontrent dans le cadre d'une conférence d'examen du traité afin d'évaluer sa mise en œuvre et de l'améliorer. »

Par ailleurs, en 1979, dans la poursuite de la dynamique entraînée par la signature des Accords de limitation des armements stratégiques entre les États-Unis et l'URSS (SALT 1 en 1972 et SALT 2 en 1979), est créée, au bureau des Nations unies à Genève, la Conférence du désarmement. Elle découle de la session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU consacrée au désarmement, tenue en 1978. Cette conférence du désarmement se veut le grand forum mondial de négociation multilatéral sur le désarmement. Elle s'inscrit dans l'héritage de la Conférence mondiale pour le désarmement, qui avait été organisée à partir de 1932 à Genève par la Société des nations.

Au fil des années, le TNP marque des points : « à la Conférence d'examen du TNP, en 2000, les États parties se mettent d'accord sur 13 mesures concrètes en vue d'honorer leurs engagements en matière de désarmement ». La Chine, les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et la Russie signent un engagement à accomplir l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires.

Aujourd'hui le TNP est ratifié par 189 pays, soit presque tous les États du monde, c'est l'un des traités les plus ratifiés, ce qui est un succès. Un succès toutefois en demi-teintes car, si la France y a adhéré en 1992, Israël, l'Inde et le Pakistan n'y ont pas encore adhéré, et en 2003 la Corée du Nord est devenue le premier pays à s'en retirer.

Le rapport Thorsson et le rapport Palme (1982) : les Suédois en pointe à l'ONU pour le désarmement

Le plus remarquable des rapports de l'ONU sur le désarmement est le rapport Thorsson de 1982. Ce texte, intitulé *La relation entre*

désarmement et développement, a été produit par un groupe d'experts des Nations unies présidé par la diplomate et femme politique sociale-démocrate suédoise Inga Thorsson, alors ministre du Désarmement de Suède. Il contient notamment un article de l'économiste américain d'origine russe, Wassily Leontief, Prix Nobel d'économie 1973, qui fait des calculs et projections sur les relations entre désarmement et développement. Le rapport Thorsson lie désarmement, développement et sécurité. Il analyse la relation fortement négative entre dépenses d'armement et croissance économique dans les pays en développement[5].

La même année, 1982, est publié le rapport de la commission indépendante sur le désarmement et les questions de sécurité, présidée par l'homme d'État suédois Olaf Palme : *Common Security : A Blueprint for Survival* (« sécurité commune : un projet pour la survie »). Les Suédois sont en effet en pointe sur les questions de désarmement. La sociologue suédoise Alva Myrdal obtient d'ailleurs la même année le prix Nobel de la paix pour son action en faveur du désarmement dans le cadre de l'ONU et pour sa mise en place de l'Institut international de recherches sur la paix, à Stockholm. Le rapport Palme propose des moyens pour éliminer les occasions de guerres, notamment dans le Tiers-monde, et pour diminuer les stocks d'armements. L'analyse est réaliste et en même temps visionnaire : parmi les suggestions les plus intéressantes, on y trouve l'idée d'établir une zone dénucléarisée et sans armes chimiques en Europe et d'établir des lignes de conduite pour encadrer les ventes d'armes entre États.

Une série de traités et conventions de l'ONU des années 1970 à nos jours

Les efforts des Nations unies en vue du désarmement ont donné lieu à la mise en place de toute une panoplie de traités, de conventions et de commissions des années 1970 à nos jours.

La Convention sur l'interdiction des armes biologiques, signée à partir de 1972 et entrée en vigueur en 1975, rassemble des États qui échangent entre eux des informations sur leurs centres de recherche biologique à haut risque. Cette convention

[5] Cf. Richard Jolly, Ruth Jolly, Mac Graham, Chris Smith, *Disarmament and World Development*, Oxford, Pergamon Press, 1986, p. 235 . Les informations de cet article sont tirées notamment de ce livre.

est l'aboutissement d'un effort de cinquante ans, remontant au Protocole de Genève de 1925. Toutefois, elle est affaiblie par son absence de mécanisme de surveillance.

Trois ans plus tard, en 1978, entre en vigueur la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles.

En 1995, le TNP est prorogé pour une durée indéfinie. Et en 1996, l'Assemblée générale de l'ONU adopte le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN), qui avait été proposé dès 1954. Cela marque un tournant dans l'histoire des efforts en matière de désarmement et de non-prolifération. Il est signé par 160 États, dont les cinq puissances nucléaires officielles et Israël. Il n'est malheureusement toujours pas entré en vigueur à ce jour, car le nombre d'États l'ayant ratifié est insuffisant. Manquent à l'appel notamment la Chine et les États-Unis.

L'année suivante, en 1997, entre en vigueur la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (qui avait été signée en 1993). Elle interdit le développement, la production, le stockage et l'usage d'armes chimiques. Elle conduit à la destruction ou à la reconversion à des fins pacifiques de 61 des 65 sites de production de telles armes.

Ces avancées des Nations unies en vue du désarmement et de la non-prolifération dans les années 1990 s'inscrivent dans une dynamique en ce sens entamée à partir de la fin de la guerre froide. Ainsi, dès 1991 est signé le Traité START I entre les États-Unis et l'URSS, qui limite les arsenaux de ces deux superpuissances. Il est suivi en 1995 du Traité de Bangkok qui, entrant en vigueur en 1997, crée une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est. En 1996 est signé également le Traité de Pelindaba qui crée une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (il n'entrera cependant en vigueur qu'en 2009). Toujours en 1996, la France annonce l'arrêt définitif de ses essais nucléaires.

Parallèlement, le processus d'Ottawa mené par la société civile a rencontré du succès et a abouti à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, signée en décembre 1997 et entrée en vigueur en 1999.

Si ce processus s'est effectué en dehors de l'ONU, celle-ci reste cependant l'instance la plus adéquate pour faire aboutir des efforts globaux en vue du désarmement, notamment nucléaire. Elle peut y parvenir par consensus, mais aussi par des sanctions,

qui s'avèrent indispensables. C'est ce qui s'est produit pour l'Iran : en 2006, le Conseil de sécurité a demandé à l'Iran de suspendre l'enrichissement de l'uranium ; ce pays refusant d'obtempérer, le Conseil de sécurité lui a imposé des sanctions à partir de décembre 2006.

C'est en fait de l'ensemble des armes de destruction massive que l'ONU s'attache à libérer le monde, efforts accrus à partir de 2002 avec la suspicion que l'Irak en fabriquerait. Cette année-là, la résolution 1540 du Conseil de sécurité vise à prévenir la prolifération de ces armes et la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations unies, dirigée par le Suédois Hans Blix, ancien directeur de l'AIEA, inspecte l'Irak à la recherche d'armes de destruction massive. Puis en 2003, on crée une commission sur les armes de destruction massive à Stockholm, sous la présidence également de Hans Blix. En juin 2006, elle présente son rapport au secrétaire général, Kofi Annan ; ses membres y réfléchissent aux moyens de « libérer le monde des armes nucléaires, biologiques et chimiques »[6]. La commission, composée de 14 experts, soutient qu'un monde libéré de l'arme nucléaire ne relève pas de l'utopie. Quelques mois plus tard, en octobre 2006, les bonnes résolutions de la commission sont mises à l'épreuve par l'annonce par la Corée du Nord qu'elle a fait exploser sa première bombe atomique. Aussitôt, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité une série de sanctions économiques et commerciales contre ce pays.

Finalement, quel bilan tirer de l'action des Nations unies pour la non-prolifération et le désarmement ? Bien que l'AIEA ait été récompensée par le prix Nobel de la paix en 2005, force est de constater que son rôle est resté limité et que ses décisions ont souvent été peu respectées. La Corée du Nord, qui l'avait rejointe en 1974, l'a quittée en 1994. Le budget annuel de l'AIEA est faible : avec ses 344 millions d'euros, il représente seulement 0,06 % du budget du département de la Défense des États-Unis ! Le TNP n'a pas réussi à empêcher la prolifération nucléaire : plusieurs États ne sont pas ou plus signataires du TNP (ainsi, la Corée du Nord s'en est retirée en 1994) ou l'ont violé (comme Israël, le Pakistan,

[6] Weapons of Mass Destruction Commission (dir. Hans Blix), *Weapons of Mass Destruction Secretariat, Weapons of Terror : Freeing the World of Nuclear, Biological and Chemical Arms*, Stockholm, 2006.

et l'Inde). En outre, en 2003, les États-Unis n'ont pas attendu ni respecté les conclusions des inspecteurs de l'AIEA envoyés en Irak pour engager une guerre préventive dans ce pays. Les États-Unis ont décrété unilatéralement que l'Irak fabriquait des armes de destruction massive, affirmation qui s'est révélée mensongère.

Cependant, grâce au TNP, plusieurs pays ont renoncé à leurs programmes nucléaires, comme l'Argentine, le Brésil, l'Afrique du Sud et la Libye. Le Brésil et L'Argentine, qui dans les années 1970 avaient commencé des opérations d'enrichissement de l'uranium, ont finalement décidé de les arrêter et d'adhérer au TNP. L'AIEA œuvre aussi à réduire les financements consacrés à l'armement dans le monde.

Les efforts des Nations unies en vue de la non-prolifération et du désarmement sont certainement pour quelque chose dans l'adoption des récents traités internationaux de désarmement, comme le Traité START III entré en vigueur en 2011, qui limite les arsenaux des États-Unis et de la Russie, et dans les aspirations au désarmement exprimées par le président Obama, à l'occasion de ses discours à Prague en 2009, puis à Berlin en 2013.

Au total, l'action des Nations unies pour le désarmement a été intense et multiforme et ses résultats sont concrets : ainsi, le monde est passé d'un pic de 64 000 têtes nucléaires en 1986 à quelque 14 500 en 2018[7]. Pour qu'elle soit plus efficace, il apparaît important de conférer aux Nations unies des pouvoirs accrus pour sanctionner les États ne respectant pas les principes de non-prolifération et de désarmement. À l'instar de l'OMC qui dispose de moyens de rétorsion prohibitifs à l'égard des États, les peuples devraient décider de doter l'ONU d'un tel mécanisme. Seule cette instance internationale universelle est à même de faire reculer l'armement dans le monde, objectif essentiel pour l'avenir de l'humanité.

Dans le monde d'aujourd'hui, marqué par une grande insécurité, des nuages menaçants barrent l'horizon : ainsi, l'Iran, soupçonné de développer un programme nucléaire militaire sous couvert de programme civil, a accepté en 2015 de se plier à un contrôle international de ses installations nucléaires ; mais en mai 2018, le président américain Donald Trump a dénoncé cet

[7] Édouard Pflimlin, « Cinquante ans après sa signature, à quoi sert le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ? », *Le Monde.fr*, 29 juin 2018.

accord, ce qui laisse craindre que l'Iran reprenne en secret son programme nucléaire militaire[8].

Et, si on peut saluer le nouveau Traité d'interdiction sur les armes nucléaires (TIAN), mis en place par l'ONU et signé par 122 États en juillet 2017 (grâce à de nombreuses ONG rassemblées dans la « Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires », ICAN, qui a d'ailleurs reçu le prix Nobel de la paix en 2017), on ne peut que déplorer que les grandes puissances refusent d'y adhérer, le considérant comme irréaliste. Ainsi, toutes les puissances nucléaires, et tous les pays de l'OTAN, l'ont malheureusement boycotté. En outre, la France, dans sa loi de programmation militaire 2019-2025, augmente de 60 % son budget lié à la dissuasion nucléaire, ce qui signifie une augmentation de 14 milliards d'euros[9]. Cela, alors que, comme l'a rappelé Mohamed El Baradei, ex-directeur général de l'AIEA, tandis qu'un être humain sur six dans le monde est mal nourri, 1 % des financements accordés à la recherche militaire dans le monde suffirait à nourrir de manière satisfaisante tous les habitants de la planète…

Bibliographie (non exhaustive)

- ONU, *La Campagne mondiale pour le désarmement : questions et réponses*, New York, ONU, 1985.
- Nations unies. Département des affaires de désarmement, *Les Nations Unies et le désarmement : bref historique*, ONU, 1988.
- Centre des Nations unies pour le désarmement, *The United Nations and disarmament since 1945*, ONU, New York, 1996.
- Collectif (recueil d'articles du *Monde diplomatique*), *La Paix des grands, l'espoir des pauvres : désarmement, développement et survie de l'humanité* (préf. de Claude Julien), Paris, La Découverte, 1989.
- Georges Fischer (dir.), *Armement, développement, droits de l'homme, désarmement : actes mis à jour du colloque organisé du 28 au 30 octobre 1982 par l'Association Henri Laugier et l'Institut des sciences juridiques du développement*, Faculté de droit-Paris V, 1986.
- Georges Ayache, Alain Demant, *Armements et désarmement depuis 1945*, Paris, Complexe, 1991.
- Abdelwahab Biad, *Les Pays non-alignés et le désarmement*, thèse de doctorat, université Grenoble 2, 1986.
- Hans Blix, *Why nuclear disarmament matters*, Boston, MIT Press, 2008.
- Pascal Boniface, *Les Sources du désarmement*, Paris, Economica, 1989.
- Annie Bourret, Erik Poole, *Guerre, paix et désarmement : bibliographie thématique en langue française*, Presses de l'université Laval, Québec, 1989.

[8] Édouard Pflimlin, article cité.

[9] *Ibidem*.

– Sébastien Boussois & Christophe Wasinski (dir.), *Armement et désarmement nucléaires : perspectives euro-atlantiques*, Peter Lang, 2011.
– François-Emmmanuel Brézet, Hervé Coutau-Bégarie, Hannsjörg Kowark... [et al.], sous la dir. d'Hervé Coutau-Bégarie, *Aspects du désarmement naval*, Paris, Economica, 1994.
– Harold Brown, Allison Graham, Gilles Andreani, *Nuclear disarmament and nonproliferation*, Trilateral Commission, USA, 2010-2011.
– Jean-Paul Chagnollaud, *Brève histoire de l'arme nucléaire : entre prolifération et désarmement*, Paris, Ellipses, 2011.
– Ira Chernus. *Eisenhower's Atoms for Peace*, College Station TX: Texas A&M University Press, 2002.
– Stephanie Cooke, *In Mortal Hands. A Cautionary History of the Nuclear Age*, Bloomsbury USA, 2009.
– Hervé Coutau-Bégarie, *Le Désarmement naval*, Paris, Economica, 1995.
– Alain Crémieux, *L'Armement à l'heure du désarmement : voyage à travers le complexe militaro-industriel*, ADDIM, 1993.
– Harou Dogo-Bery, *L'Afrique et le désarmement*, thèse de doctorat, université de Nice, 1988.
– FASSE, *La paix sans la bombe ? : organiser le désarmement nucléaire, Justice et paix, Pax christi*, Paris, les Éditions de l'Atelier-les Éditions ouvrières, 2014.
– Jacques Fontanel, *Les Dépenses militaires et le désarmement*, Publisud, 1995.
– Denise Garcia, *Disarmament diplomacy and human security: regimes, norms, and moral progress in international relations*, Routledge global security studies, 2011.
– Melissa Gillis, *Le Désarmement : un guide de référence*, Nations Unies, Département des affaires de désarmement, 3e édition, 2013.
– Institut français des relations internationales, sous la dir. de François Godement, réd. par Thierry Berthelot, *et al.*, *Le Désarmement nucléaire en Asie, l'autre volet de l'accord FNI* , Paris, Masson, 1990.
– Jozef Goldblat, *Nuclear disarmament: obstacles to banishing the bomb, Tauris, Human security and global governance*, 2000.
– Catherine Grandperrier, *Concept d'une défense nucléaire et désarmement*, Paris, L'Harmattan, 2012.
– Jean-François Guilhaudis (éd.), *Société pour le développement des études de défense et de sécurité internationale*, Arès, Course aux armements et désarmement, annuel.
– Keith Hartley, Amit Bhaduri, Evgueni Vladimirovitch Bougrov *et alii, Aspects économiques du désarmement : le désarmement en tant qu'investissement*, UNIDIR, Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, 1993.
– Stéphane Hessel, Albert Jacquard, en collaboration avec l'Observatoire des armements, *Exigez ! Un désarmement nucléaire total*, Paris, Stock, 2012.
– Stephen M. Hill, *United Nations disarmament processes in intra-state conflict, Southampton studies in international policy*, 2004.
– Richard Jolly, Ruth Jolly, Mac Graham, *Chris Smith, Disarmament and World Development*, Oxford, Pergamon Press, 2e édition 1986.
– P.M. Kamath, *Nuclear disarmament: regional perspectives on progress, Contributions to conflict management, peace economics and development*, Emerald, 2013.
– Catherine McArdle Kelleher, Judith Reppy, *Getting to zero: the path to nuclear disarmament?*, Stanford University Press, 2011.
– Jean Krasno, *The United Nations: confronting the challenges of a global society*, Lynne Rienner, 2004.
– Jean-Marc Lavieille, *Droit international du désarmement et de la maîtrise des armements*, Paris, L'Harmattan, 1997.

- Sverre Lodgaard, *Nuclear disarmament and non-proliferation: towards a nuclear-weapon free world?,* Routledge global security studies, 2010.
- Jean-Luc Marret, *La France et le désarmement,* Paris, L'Harmattan, publié par le département des relations internationales de Paris II, 1997.
- Sophie Nicolas, *Le Processus de négociation au sein des différents organes des Nations unies en matière de désarmement depuis 1978*, université Paris 10, thèse de doctorat, 1986-1987.
- Ruxandra Popa, *La Mission de désarmement de l'ONU en Irak : bilan d'une expérience sans précédent*, CERDIN Paris 1 , Paris, Pedone, 2005.
- Paul Quilès, *Nucléaire, un mensonge français : réflexions sur le désarmement nucléaire,* Paris, Mayer, 2012.
- Thomas Shea, *Verifying nuclear disarmament*, Routledge, Modern security studies, 2018-2019.
- Michal Smetana, *Nuclear Deviance: Stigma Politics and the Rules of the Nonproliferation Game*, Springer, Palgrave, 2019.
- Michal Smetana, Nik Hynek, *Global nuclear disarmament strategic, political, and regional perspectives*, Routledge global security studies, 2016.
- Hervé de Truchis, *Désarmement nucléaire, urgence : la guerre nucléaire est commencée,* Paris, L'Harmattan, 2014.

Résumé :

Depuis sa création en 1945, et suite au traumatisme de l'explosion des bombes atomiques à Hiroshima et Nagasaki, l'ONU et l'opinion mondiale ont poussé en faveur du désarmement. Le Plan Baruch (1946), l'Appel de Stockholm (1950), le Traité de non-prolifération (1968) et le récent Traité d'interdiction des armes nucléaires (2017) sont des étapes importantes qui ont marqué la communauté internationale. Pourtant, la mise en pratique effective du désarmement reste lente et très incomplète, en raison de la crise du multilatéralisme et de l'émergence de puissances agressives dans le monde multipolaire actuel. Le prix Nobel de la paix décerné à l'ICAN (« Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires ») en 2017 apparaît de bon augure pour l'avenir. Le désarmement apparaît comme un impératif non seulement politique, mais aussi social, étant donné que 1 % des financements accordés à la recherche militaire dans le monde suffirait à nourrir de manière satisfaisante tous les habitants de la planète.